



081
H 997
n° 30

Vandervelde et le Socialisme belge

Les hommages rendus de toutes parts à la mémoire d'Emile Vandervelde sont imposants par leur ensemble et leur spontanéité.

Ils n'ont été dictés par aucune règle de protocole, par aucune raison d'Etat. Ils sont venus du peuple qui saluait un serviteur généreux de ses aspirations et de ses intérêts, et du monde politique et intellectuel qui honorait un esprit éminent, une haute culture, un grand orateur, dont le rôle et le talent rayonnaient en Belgique et au dehors.

La carrière de Vandervelde commença avec le parti auquel il voua sa vie, entre 1885 et 1892. C'est l'époque où tout à coup s'allumèrent les émeutes du pays de Hainaut et de Liège. La classe ouvrière jusque là était demeurée inerte et silencieuse. La Belgique était gouvernée par une bourgeoisie active et de tendance libérale qui avait fondé l'Etat, construit l'organisation administrative et le crédit public et donné à notre industrie et à notre commerce un magnifique développement. Cent et vingt mille électeurs nommaient les députés.

La classe ouvrière s'éveille. Anseele, à Gand, crée le *Vooruit*. Un petit journal, *Le Peuple*, paraît à Bruxelles. La question ouvrière surgit. Beernaert invite les Chambres à rédiger les lois qui seront la base de notre législation sociale. Et Frère-Orban propose la création de Conseils provinciaux de l'industrie et du travail où les patrons et les ouvriers délibéreraient ensemble.



En même temps, un mouvement égalitaire entraîne la fraction la plus jeune et la plus avancée du parti libéral sous la puissante impulsion de Paul Janson, vers le suffrage universel.

En 1893, la revision constitutionnelle est votée. Le suffrage de tous est proclamé, avec le tempérament du vote plural.

La Belgique devient une démocratie.

Les premières élections du suffrage universel portent à la Chambre vingt-huit députés socialistes.

Je me rappelle l'impression que ressentit une grande partie de l'opinion. Un frisson la secoua. On vit se dresser le spectre de la démagogie.

Au premier rang de la gauche nouvelle, de l'extrême gauche, apparurent trois jeunes hommes : Vandervelde, Anseele, Destrée.

L'un devait donner au parti ouvrier sa doctrine, l'autre son organisation syndicale, le troisième un idéal romantique, la touche de l'artiste.

Personne, lorsqu'on les entendit dans leurs débuts, ne pouvait s'imaginer la ligne ascendante et la courbe que tracerait l'évolution du parti socialiste durant le demi-siècle suivant.

Le parti nouveau englobe progressivement la grande majorité du peuple ouvrier, lui inculque le sens de la solidarité, l'enveloppe dans de multiples réseaux d'entreprises économiques et professionnelles qui groupent les intérêts matériels et d'où se dégagent une idéologie, une volonté de relèvement.

La théorie des chefs est puisée dans le marxisme. Ils sont collectivistes. Mais le collectivisme intégral ne peut se réaliser que par la violence, par la spoliation brutale, par la révolution. Il conduit à la dictature du prolétariat.

Sans doute, le mot d'ordre collectiviste et la formule terrible : dictature du prolétariat retentissent

dans des discours, dans des manifestes. Ils font reluire aux yeux des foules le rêve d'un monde utopique, où les classes disparaîtraient mêlées dans un merveilleux conformisme.

Vandervelde les prononça souvent. Et je m'en servis maintes fois contre le parti socialiste et contre lui-même, dans nos polémiques et nos luttes électorales.

Mais le parti ouvrier belge ne se précipita pas dans les aventures. Il porte le reflet des qualités fondamentales de la nation, un esprit objectif et le don de l'adaptation.

Il devint non un ferment de désordre, mais une force propulsive. Il s'initia et s'habitua à la discipline parlementaire; il s'intégra dans l'organisme constitutionnel; il est devenu l'un des éléments réguliers de la vie politique normale du pays.

Pendant la période qui précéda la guerre, de 1900 à 1914, des épisodes marquants révélèrent l'évolution du parti ouvrier.

La représentation proportionnelle, en 1900, restitue au parti libéral, dans l'enceinte parlementaire, la position due à ses principes et à ses forces morales. Le parti catholique détient le pouvoir depuis 1884. La gauche libérale et l'extrême gauche se trouvent automatiquement rapprochées dans l'opposition au régime clérical.

Le parti libéral, de son côté, s'imprègne de tendances démocratiques plus accentuées.

Et de grandes campagnes associent les deux partis dans la revendication des réformes qui, à cette époque, passionnent l'opinion, l'abolition du remplacement et le service militaire personnel, l'instruction obligatoire, l'abolition du vote plural censitaire.

En 1909, c'est à Vandervelde et à moi que Schol-

laert doit le ralliement des deux gauches à la loi militaire qui fondait le service personnel sur l'appel d'un fils par famille. Une fraction importante de la droite la combattit jusqu'au bout. Et le *Patriote* — devenu aujourd'hui la *Libre Belgique* — l'appela un jour la loi Vandervelde-Hymans.

Lorsqu'en 1911 Schollaert propose le bon scolaire, l'élan de résistance soulève les deux partis et brise le gouvernement.

La droite n'a plus que six voix de majorité. Il suffit de déplacer trois sièges pour renverser le régime adverse qui se prolonge depuis plus de vingt-cinq ans.

Vandervelde et moi nous négocions le cartel, en vue des élections de 1912. Nous adoptons un programme simple et clair : l'instruction obligatoire et la défense de l'enseignement public, le service militaire général, les retraites ouvrières. Nous faisons ensemble un immense effort. Nous allons haranguer nos troupes alliées à Gand, à Anvers, à Charleroi, à Liège. Nous terminons par un meeting à Bruxelles, au Cirque, au milieu d'un frénétique enthousiasme.

Huit jours après, le corps électoral, froidement, nous désavoue. Et la majorité catholique s'accroît de dix sièges. Les éléments pondérés et prudents avaient freiné. On n'avait pas voulu d'un gouvernement où les socialistes auraient eu leur part.

Ce fut pour les libéraux une dure leçon. Elle fut utile. Et, à distance, je ne regrette pas l'échec. On ne songea jamais à recommencer. L'électeur belge n'aime pas les combinaisons qui troublent sa vision, bousculent les traditions des partis et répandent des brouillards sur l'avenir.

La guerre éclate. Le péril, le devoir, la souffrance, la colère contre l'injuste agresseur, l'amour du sol

et des institutions, le prestige de l'exemple royal confondent les Belges de toute opinion, de toute classe, que séparaient des préventions, des suspensions, des antagonismes religieux, politiques, sociaux, dans une masse qu'exalte une seule pensée.

Vandervelde, nommé ministre d'État, assiste au Conseil de la Couronne du 4 août, qui fait appel aux puissances garantes de la neutralité et, après la séance, le Roi le reçoit dans son cabinet et s'entretient avec lui. Ce fut, je crois, leur première rencontre.

Il entre, en 1916, dans le cabinet de Broqueville et, après la guerre, il devient l'une des colonnes du gouvernement d'union sacrée.

On proclame le suffrage universel pur et simple à vingt et un ans. Comment aurait-on pu refuser l'égalité électorale aux soldats qui revenaient des champs de bataille, aux ouvriers qui avaient bravé la déportation ? On établit la liberté syndicale, on adopte la journée de huit heures.

Il est inutile d'aller plus loin. Nous entrons ici dans le présent.

Le parti socialiste est désormais un parti de gouvernement, l'un de nos trois partis historiques.

Ses chefs partagent les devoirs, les honneurs, les responsabilités du pouvoir.

Il a créé des œuvres de solidarité, de prévoyance, d'éducation, d'assistance qui ont élevé le niveau de la vie spirituelle et matérielle du peuple.

Vandervelde, dans les derniers temps de sa vie, a pu, regardant derrière lui, mesurer avec fierté la longue étape parcourue.

Et quant à nous, si distants par nos croyances libérales de l'idée de classe, de l'étatisme collectiviste, des doctrines marxistes et des systèmes qui en dérivent, nous tenons pour juste de reconnaître

que le parti socialiste belge a rempli un rôle considérable dans la formation politique de notre Etat contemporain. Il n'a déchainé ni perturbation grave, ni mouvement insurrectionnel. Il est l'émanation naturelle d'une grande communauté industrielle et ouvrière.

Je me rappelle une conversation avec un homme d'Etat français, à Genève, il y a quelques années. Il me parlait de certains pays qui se plaignaient de l'intransigeance et des violences de leurs partis socialistes et comparait ceux-ci au nôtre.

— Comment, s'écria-t-il, comprendre que ce soit précisément dans une monarchie que les socialistes se montrent le plus raisonnables ?

Je lui répondis que nos socialistes sont des Belges en qui se retrouvent des traits essentiels du tempérament national. J'invoquai les qualités de nos rois et le sage équilibre de nos institutions.

Cependant, Vandervelde dut, vers la fin, éprouver des désillusions. Les partis socialistes, après la guerre, furent les maîtres du gouvernement dans de grands pays. Ils eurent dans les mains l'Allemagne et l'Autriche. Où les conduisirent-ils ? A quoi donc aboutit le gouvernement travailliste anglais de Mac Donald, Henderson et Snowden ? Quel mal Léon Blum n'a-t-il pas fait à la France !

Le parti socialiste est un collaborateur utile ou nécessaire. Il ne peut gouverner seul.

La doctrine aussi a faibli. La fidélité de Vandervelde au dogme qu'il s'imposa dès la jeunesse n'a jamais ~~faibli~~. Et cette constance, à laquelle se mêlait peut-être quelque orgueil, fut une des raisons de son autorité et de sa grandeur morale.

Toutefois, la probité scientifique l'a contraint, comme l'expliquait, il y a quelques jours, M. van

de l'chi

Overbergh dans un très intéressant article (1), à donner à la doctrine originale et pure des interprétations qui l'élargissent ou la diminuent. A côté de lui, il a vu Henri De Man écrire *Au delà du marxisme* et Spaak repousser la théorie de la lutte des classes, destructrice de la démocratie. Lentement, l'évolution se poursuit. Ne souhaitons pas qu'elle entraîne une scission. L'unité du parti socialiste en Belgique est une des garanties de l'unité nationale.

Vandervelde demeurera la figure la plus représentative de l'un des grands aspects de la Belgique contemporaine.

Son nom restera attaché à une période émouvante et féconde de notre histoire.

Paul HYMANS.

(1) *Le Soir*, 6 janvier 1939.